

UNE VRAIE-FAUSSE VIDÉO DU PENTAGONE

Jessica Lynch, héroïne de propagande



La terrible histoire de la soldate Jessica Lynch a bouleversé l'Amérique : tombée dans une embuscade, elle se bat comme une lionne. Blessée, elle est capturée par les Irakiens qui la torture et la violent. Mais les Forces spéciales viennent la délivrer et la ramènent aux États-Unis où elle est acclamée en héroïne. Présentée, vraie-fausse vidéo à l'appui, lors d'une conférence de presse du Commandement central, cette histoire entièrement inventée par un cabinet de communication, The Rendon Group, a été développée dans des articles bidonnés du *New York Times* et du *Washington Post*. Une intox à laquelle tout le monde voulait croire pour imaginer une apparence glorieuse à une expédition néo-coloniale.

page 2

Que sait-on d'Al Qaïda ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Victor Comras se plaint du manque de coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme. Ainsi, le groupe pour lequel il travaillait a échoué à rassembler des informations précises sur Al Qaïda en tant qu'organisation terroriste internationale. Il préconise donc la création d'une base de données internationale à son sujet. Cependant, on pourrait objecter que l'absence d'information pourrait résulter du fait que personne n'ait d'information sur Al Qaïda.

page 10

REPÈRE : 4 JUIN 1943

Les GI's traquent le bougnoul en costard...

Après l'envoi, en 1942, de la population d'origine japonaise en camps de concentration, la paranoïa de la société blanche US se tourne contre les mexicains. Le sherif de Los Angeles déclare que ce « sont des indiens et donc des asiatiques dont il faut se méfier, d'autant qu'ils ont hérité le goût du sang des Aztèques cannibales ». Dans cette société raciste et apeurée par Pearl Harbor, les *zoot suiters*, bandes de jeunes latinos et blacks urbains, habillés en costards aux couleurs vives, mais surtout affranchis de la crainte du blanc, font peur. Le 4 juin 1943, suite à une bagarre entre matelots et *zooters*, une centaine de marins et soldats parcourt les quartiers Est de la ville, attaquant la population mexicaine et mettant le feu aux maisons et magasins. Les premières victimes sont deux enfants de 11 ans, battus à mort à l'entrée d'un cinéma. L'émeute raciale durera une semaine, la police laissant faire... ou arrêtant les jeunes mexicains ! Les *Zoot Suit Riots* feront plus de 60 morts. ■



L'ÉDUCATION NATIONALE BRITANNIQUE DÉNONCE UNE HISTOIRE FOCALISÉE SUR L'ALLEMAGNE NAZIE

Le sixième anniversaire du débarquement des Alliés en Normandie que l'Europe s'apprête à célébrer, le 6 juin prochain, s'accompagne d'une vague d'ouvrages, d'articles et d'émissions historiques glorifiant cet épisode de la Seconde Guerre mondiale. Un [rapport de l'Inspection académique britannique Ofsted](#) soulignait pourtant dès février 2003 les dangers d'un enseignement historique focalisé sur la période 1939-1945 et sur le génocide perpétré par les nazis. Les rapporteurs constataient en effet que l'« hitlérification » des cours d'Histoire au collège et au lycée, caractérisée par une prédominance de sujets sur cette période au GSCE, l'équivalent du brevet, pouvaient mener à d'importantes carences dans la culture historique des élèves. Pour l'Inspection, la Seconde Guerre mondiale n'est en effet qu'un épisode parmi bien d'autres de l'Histoire contemporaine. ■

Une vraie-fausse vidéo du Pentagone

Jessica Lynch, héroïne de propagande

La terrible histoire de la soldate Jessica Lynch a bouleversé l'Amérique : tombée dans une embuscade, elle se bat comme une lionne. Blessée, elle est capturée par les Irakiens qui la torture et la violent. Mais les Forces spéciales viennent la délivrer et la ramènent aux États-Unis où elle est acclamée en héroïne. Présentée, vraie-fausse vidéo à l'appui, lors d'une conférence de presse du Commandement central, cette histoire entièrement inventée par un cabinet de communication, The Rendon Group, a été développée dans des articles bidonnés du *New York Times* et du *Washington Post*. Une intox à laquelle tout le monde voulait croire pour imaginer une apparence glorieuse à une expédition néo-coloniale.



Vraie vidéo du faux sauvetage de Jessica Lynch.
Réalisation : The Rendon Group. Production : The Pentagon.

L'affaire Jessica Lynch a bouleversé les familles états-uniennes et l'opinion publique mondiale. Une jeune femme-soldat, douée d'un courage exceptionnel, avait été faite prisonnière par les sbires de Saddam Hussein, torturée et violée, avant d'être délivrée par des commandos des Forces spéciales. Donald Rumsfeld et George W. Bush s'étaient émus de son exemple. Mais quelques temps plus tard, il s'avéra que cette histoire avait été inventée par un cabinet de relations publiques pour mobiliser l'ardeur patriotique. Voici comment et

pourquoi une histoire banale devint un symbole de l'héroïsme militaire états-unien, puis des mensonges de l'administration Bush.

Les blessures du soldat Lynch

Lorsqu'à l'invasion de l'Irak débute, en mars 2003, les forces de la Coalition, privées des fronts turc et saoudiens, s'engagent massivement dans une progression fulgurante vers le Nord sur un axe unique partant du Koweït et se séparant en deux le long du Tigre et de l'Euphrate. Les réticences internationales ont repoussé le début des opérations au printemps et ses tempêtes de sable, rendant d'autant plus difficile la coordination des troupes et occasionnant de nombreux problèmes logistiques et humains. Les bulletins du *Central Command* relaient inlassablement le triomphalisme borné de Donald Rumsfeld, alimenté par les prédictions optimistes de son homme de main Ahmed Chalabi : les soldats irakiens se rendraient systématiquement à la vue des troupes coalisées, la population acclamerait partout les libérateurs et par ailleurs ordre avait été donné de ne pas désarmer les troupes irakiennes, afin que leurs propres officiers en gardent le contrôle.

Le convoi de la 507e compagnie de maintenance dans lequel la soldate première classe Jessica Lynch, alors âgée de 19 ans et au volant d'un camion de 5 tonnes traînant une remorque de matériel, accompagne la 3e division d'infanterie mécanisée qui se dirige vers Bagdad. Après 48 heures de progression ininterrompue dans un brouillard de sable qui s'insinue dans tous les recoins, l'épuisement des troupes et du matériel se fait durement ressentir et le camion de Jessica Lynch rend l'âme ; celle-ci monte à bord du Humvee du sergent-chef Lori Pietsewa, une jeune indienne Hopi engagée comme elle, afin que la compagnie puisse poursuivre sa route.

À l'approche de Nassiriya, ils atteignent un poste de contrôle de l'armée états-unienne qui les aiguille dans une direction différente de celle indiquée par le système de navigation GPS du véhicule. Sans trop se poser de questions, le convoi s'engage sur la route qui le mènera, à l'aube, au cœur de la ville encore endormie, alors que les officiers responsables du convoi attribuent les ordres contradictoires à une défaillance du système de GPS. Abasourdis par le manque de sommeil, le convoi traverse un pont malgré les instructions qui faisaient de l'Euphrate la limite géographique de la progression. Bientôt des combattants irakiens apparaissent dans les rues. Réalisant avoir franchi la ligne de front, le capitaine ordonne de faire demi-tour et les 16 véhicules du convoi entament une laborieuse manœuvre dans les rues étroites et congestionnées du centre de Nassiriya. Ils croisent des Irakiens aux commandes de tanks, des regards sont échangés. Puis ils entendent des coups de feu au loin et comprennent que des unités de combat qu'ils avaient croisées plus tôt sont aux prises avec les forces irakiennes derrière eux.

Prenant progressivement conscience de la confusion qui règne dans le convoi de maintenance alors séparé en deux, les soldats irakiens se font de plus en plus menaçants. La compagnie, se retrouvant dans une situation à laquelle jamais elle n'a été préparée, sent l'effroi s'emparer d'elle à mesure que la tension monte. Les premières balles sifflent aux alentours, puis une véritable tempête de tirs s'abat sur lui. Les feddayins bloquent les rues à l'aide d'un autobus et de

pneus pour interdire toute retraite. Deux soldats dont le véhicule a été immobilisé se précipitent dans le Humvee à bord duquel se trouvent Jessica Lynch et Pietsewa. Ils mettent ensuite les gaz, se faulant maladroitement pour tenter d'échapper à l'embuscade, mais Pietsewa perd le contrôle du véhicule qui s'encastre dans un camion détruit. Lynch, souffrant d'un bras cassé, d'une entaille à la tête, d'un fémur brisé et d'une cheville déboîtée, parvient à s'extraire du véhicule sans être en mesure d'évaluer l'état de ses coéquipiers. Elle se jette à terre en priant. Après l'embuscade, elle est amenée avec Pietsewa à l'hôpital par les soldats irakiens, où les médecins la sauveront d'une mort certaine en raison de son hémorragie interne à la hanche. Pietsewa décédera quant à elle des suites de ses blessures.

Le personnel de l'hôpital Saddam Hussein où Lynch est transportée se montrera à tous égards prévoyant envers la blessée, lui faisant don de son sang et lui prodiguant les soins nécessaires dans les limites du matériel disponible. Des employés se prennent même d'amitié pour la jeune femme et une infirmière lui chante des chansons pour la rassurer. Si elle est considérée comme prisonnière de guerre, le personnel se voit néanmoins accorder une grande liberté d'action. Quelques jours après son arrivée à l'hôpital Saddam Hussein, tous les soldats irakiens quittent les lieux et le directeur de l'établissement ordonne qu'elle soit remise aux forces états-uniennes. Un officier irakien et un conducteur d'ambulance tentent de la conduire jusqu'à un poste de contrôle de la Coalition, mais les *marines*, terrifiés à l'idée qu'un véhicule piégé fonce sur eux, ouvrent le feu à l'approche de l'ambulance, manquant de tuer la prisonnière convalescente.

L'intervention du Rendon Group

Dans ce récit somme toute classique d'une embuscade imputable à des erreurs logistiques et à l'épuisement des troupes, manifestement l'héroïsme hollywoodien n'a pas sa place. Pourtant des circonstances propices amèneront le Pentagone à profiter de cette occasion inespérée pour monter une opération de propagande qui, dans le même esprit que celles de l'hôpital de Koweït City en 1992 ou des « *camps de viol* » du Kosovo, atteindra particulièrement le cœur des États-Unis et diverses représentations mentales stéréotypées qu'il porte en lui. Pour stimuler le patriotisme et étouffer les doutes alors naissants sur le bien-fondé de l'invasion, cette anecdote de guerre est soigneusement récupérée et mise en scène. Puis, il est laissé libre cours aux spéculations et fantasmes médiatiques qui achèvent le travail sur la psyché collective, sans que le Pentagone n'ait besoin d'en faire plus qu'une mise en scène bâclée du téléfilm *Il faut sauver la soldate Lynch* et quelques déclarations anonymes de ses conseillers sur les actes d'héroïsme de Lynch dans le feu de l'action. Il suffisait de solliciter la fibre féministe-égalitariste, le fantasme raciste de la jeune et pure W.A.S.P. aux mains de soldats irakiens brutaux et l'admiration pour un héroïsme patriotique érigé au rang de valeur suprême.

Pour ce faire, on achète d'abord un irakien, Mohammed Odeh al-Rehaief, dont la femme travaille dans l'hôpital Saddam Hussein de Nassiriya et qui s'est manifesté aux officiers états-uniens pour leur signaler la présence de Lynch dans l'établissement. Une fois assuré qu'il sera grassement rémunéré et que lui et sa famille seront accueillis aux États-Unis, il retourne à l'hôpital pour y récolter un maximum d'informations sur le bâtiment et ses issues, pendant que

le commandement planifie le « *sauvetage* » du soldat Lynch. Pour la partie communication, le Pentagone a vraisemblablement fait appel aux services du Rendon Group.



John Rendon a inspiré le personnage de Dustin Hoffman dans *Wag the dog*.

Fondé en 1981 par John W. et Richard H. Rendon, le cabinet de relations publiques The Rendon Group (TRG) a acquis une célébrité mondiale en mobilisant l'opinion publique internationale pour qu'une coalition militaire délivre le Koweït, qui avait été rattaché à l'Irak. Il conseillait alors la famille royale du Koweït pour 100 000 \$ par mois. Son efficacité alla jusqu'à mettre en scène la libération du pays par les GI's. L'entrée des troupes dans Koweït-City fut retardée le temps de distribuer à la population des drapeaux étoilés arrivés directement par avion. Les images d'allégresse de la foule koweïtienne agitant des fanions états-unis autour des chars américains évoquaient celles de la Libération de l'Europe.

Militant politique, John Rendon Jr fut le responsable de l'agenda de campagne de Jimmy Carter, en 1980, et l'un des principaux conseillers du candidat Bill Clinton, en 1992. Professionnellement, il a monté quelques-unes des plus importantes opérations de propagande des dernières années : nous avons relaté dans ces colonnes sa fabrication du Congrès national irakien, il faut ajouter la « *vente* » de l'invasion du Panama et du renversement de Manuel Noriega (opération Juste cause), la diffusion sur le Web « *d'informations* » justifiant la guerre du Kosovo (1999), et la dissémination d'informations sur l'imaginaire « *bug de l'an 2000* » etc. Il ne travaille pas uniquement pour la Maison-Blanche, la CIA, le Pentagone, et des gouvernements, mais aussi pour des multinationales (il a travaillé en France pour Bull et Air France à la demande d'Edith Cresson). Disposant d'un personnel permanent très restreint [1], mais louant les services d'une multitude de partenaires dans 70 pays, The Rendon Group est capable d'intoxiquer les opinions publiques, notamment grâce à une cohorte de journalistes corrompus. Dans un document interne datant de 1997, TRG revendique disposer de « *taupes* » dans de grandes agences de presse ; notamment AFP, EFE et MENA. Lors du dernier conflit irakien, un journaliste de la télévision australienne ABC, Paul Moran, fut tué par un kamikaze. On découvrit alors qu'il travaillait depuis dix ans pour John Rendon et avait notamment manipulé ABC pour diffuser de fausses informations sur le groupe Ansar al-Islam, censé faire le lien entre Saddam Hussein et Oussama Ben Laden.

Devenu un personnage emblématique, John Rendon a été porté à l'écran par Barry Levinson dans *Wag the Dog* (titre français : *Des hommes d'influence*).

Son personnage y est incarné par Dustin Hoffman. Dans cette fiction, réalisée juste avant la guerre du Kosovo, un président états-unien déclenche une guerre dans les Balkans pour détourner l'attention d'un scandale sexuel. Pour mobiliser l'opinion publique en faveur de la guerre, le chargé de relations publiques invente l'histoire d'un soldat retenu par l'ennemi que l'on parvient à libérer.



Dans *Wag the dog*, le responsable des relations publiques fait composer un hymne aux soldats prisonniers (à gauche).

Dans la réalité, un hymne est composé à Jessica Lynch : *C'est une héroïne* (à droite).

« Laisser filer » l'information

Dans les grandes opérations d'intoxication, toute la subtilité consiste pour celui qui les a commanditées à ne jamais les confirmer, ni les démentir ; ce qu'il est convenu d'appeler dans le jargon des opérations psychologiques « *laisser traîner* » l'information.

L'intox est lancée, le 2 avril 2003, lors d'une conférence de presse du Commandement central (CentCom). Le porte-parole militaire de la Coalition, le général Vincente Brooks, présente une vidéo de l'opération d'extraction de la prisonnière par les Forces spéciales. Les journalistes présents ne relèvent pas l'in vraisemblance du document ou s'interdisent de penser qu'on leur présente un faux. Rendant compte de cette projection, Associated Press cite des « *responsables acceptant de parler sous couvert d'anonymat* » expliquant que la prisonnière sauvée présentait « *au moins une blessure par balle* ». Le *New York Times* cite quant à lui « *un responsable de l'armée* » expliquant que Lynch « *avait été blessée de plusieurs balles* » [2].

L'intox est immédiatement développée dans un article exclusif de l'édition du soir du *Washington Post* : « *Elle combattait, prête à mourir* » [3], sous-titré « *Des détails font surface sur la capture et le sauvetage de la soldate originaire de Virginie* ». Celui-ci explique d'emblée que selon « *des responsables U.S.* », la courageuse combattante a résisté jusqu'à la dernière minute aux assaillants irakiens, vidant son chargeur pour en abattre plusieurs. L'article en rajoute une louchée en expliquant qu'elle avait continué de faire feu sur l'ennemi après avoir essuyé plusieurs balles et voyant ses coéquipiers tomber autour d'elle. « *Elle ne voulait pas être capturée vivante* ». Plus loin, on apprend qu'elle s'était également faite poignarder par les assaillants.

Bien entendu, les auteurs prennent soin de nuancer leurs assertions par un court paragraphe indiquant une mise en garde faite par plusieurs responsables sur la fiabilité des renseignements qui proviennent du « *champ de bataille* », de « *communications interceptées* » et de « *sources irakiennes dont la fiabilité reste à évaluer* ».

Plus loin, évoquant le retour de Lynch dans sa famille l'article reprend sur le

thème patriotique « *Il est très important d'avoir une période de décompression avant qu'ils ne retournent dans leur famille pour les rassurer sur le fait qu'ils ont servi leur pays honorablement* », avant de consacrer plusieurs paragraphes au fait que selon le témoignage d'un « *pharmacien irakien non identifié* » (sic), elle se plaignait et pleurait régulièrement, durant sa captivité, souhaitant « *rentrer à la maison* ». Outre la faute de grammaire insérée afin de faire plus vrai (« *She said every time, about wanting to go home,* »), on remarquera le contraste avec le début de l'article où elle est présentée comme une véritable Amazone, armée d'un fusil d'assaut. Rien de tout cela n'a d'ailleurs été corroboré par la suite, bien au contraire. De cette manière, on suscite autant la fierté féministe que l'attendrissement général pour la fille du pays.

Les auteurs s'appliquent ensuite à poser le décor et à décrire les effets spéciaux démesurés de la séquence « *sauvetage* ». On apprend qu'il s'agit d'une opération conjointe classique des forces états-uniennes incluant les *Rangers*, *Marines*, pilotes de l'armée de l'air et comandos des *Navy SEALs*, appuyés par un avion AC-130 *Gunship* « *capable de tirer 1800 projectiles à la minute avec son canon de 25 mm* », ainsi qu'un avion de reconnaissance équipé d'une caméra pour filmer l'opération. Personne ne s'interroge sur la nécessité d'un tel déploiement de force, vu que les Forces spéciales savaient pertinemment que la zone était désertée par l'armée irakienne [4]. Jusqu'au bout, y compris dans les déclarations du Général Vincent Brooks à la conférence de presse du Centcom, on « *laisse traîner* » l'idée selon laquelle des troupes irakiennes étaient présentes sur la zone : « *Des coups de feu ont été tirés à l'arrivée, ainsi qu'en quittant la zone* ». Enfin, pour que rien ne manque au programme, les auteurs ajoutent que, selon un officier toujours anonyme, « *les Forces d'opérations spéciales ont trouvé ce qui ressemblait à un 'prototype' de chambre de torture irakienne dans la cave de l'hôpital, avec batteries et électrodes* ».

Cet article du *Washington Post* fera office de source originelle et sera largement repris dans le monde entier, comme les séquences vidéo du sauvetage diffusées par le Pentagone, c'est-à-dire sans aucune vérification [5].

L'imagination de chacun peut alors se développer pour inventer de nouveaux détails qui rendront l'histoire encore plus émouvante et exemplaire. L'AFP reprendra pour sa part les affirmations du *Washington Post*, en prenant soin de le citer comme source, et, plus trivialement, rapportera que lorsque Bush apprend la nouvelle du « *sauvetage* » de Lynch le 1er avril, il s'exclame « *C'est super !* », avant d'exprimer son inquiétude pour les autres prisonniers de guerre [6]. Le *New York Daily News* titre qu'elle a subi des tortures, ce qu'attestent ses multiples fractures (sic).



Le Rendon Group avait innocemment laissé la question de l'agression sexuelle en suspens, afin que l'imagination du public prenne le relais.

Ce dernier point devait trouver sa concrétisation sur papier dans un ouvrage intitulé *I am a Soldier, Too : The Jessica Lynch Story*, signé Rick Bragg, dans lequel il explique que Jessica Lynch avait été brutalement violée suite à sa capture, mais ne s'en souvenait pas en raison du choc traumatique qui engendre parfois une amnésie partielle, en s'appuyant pour cela sur des « *rapports de renseignement* » et « *un diagnostic médical* » contredisant tous les autres témoignages et expertises. Le livre, qui paraît le 11 novembre 2003, journée de commémoration nationale pour les vétérans de guerre, et pour lequel Bragg a versé 1 million de dollars à la famille de Lynch moyennant une main libre sur son contenu, trouvera un écho retentissant dans la presse généraliste et à scandales [7].

Une illusion si nécessaire

Pour réaliser cette magnifique opération, The Rendon Group a eu recours à des journalistes vedette. Jayson Blair du *New York Times* a été remercié depuis. Cette affaire a permis de découvrir qu'il bidonnait ses articles depuis toujours, interrogeant des témoins imaginaires pour recueillir des propos-choc. À l'évidence, TRG avait connaissance des méthodes de Blair, tandis que ses collègues les ignoraient, ce qui en dit long sur la surveillance des journalistes par les services de renseignement. Puis, The Rendon Group a eu recours au reporter du *Washington Post* responsable de la rubrique CIA, Vernon Loeb. À ce jour, il n'a pas été sanctionné, probablement parce que ses collègues n'ont jamais cru qu'il était « *ancien* » agent des services secrets et n'ont donc pas été surpris de ses agissements. Enfin, le reste de la presse s'est engouffré dans l'intox avec d'autant plus de célérité que chaque média a peur d'être distancé par ses concurrents. La machine s'est emballée grâce au caractère moutonnier de la profession.

Cependant, la réussite de cette fable repose avant tout sur un ressort psychologique. Elle est disséminée au moment où l'opinion publique états-unienne commence à réaliser que l'attaque de l'Irak n'est pas une guerre de libération, mais une invasion. Les exploits imaginaires de Jessica Lynch redonnent un souffle de gloire et d'héroïsme à ce qui n'est qu'une opération coloniale. Chacun veut croire que cette guerre est noble et que « *l'Amérique* » est généreuse. The Rendon Group offre ce rêve.

[1] Dans les premières années, The Rendon Group emploie John W. Rendon Jr (président), Richard H. Rendon (vice-président), Sandra L. Libby (directrice financière), Derek Beckwith, Patricia Borsari, John Carley (chef d'opérations), Anne P. Danehy (directrice des sondages), Fred M. Glickman (directeur des opérations internationales), Michael Otis, David Peterson (producteur vidéo), Douglas Wicks (réalisateur vidéo).

[2] « *Rescue in Iraq and 'Big Stir' in West Virginia* » par Douglas Jehl et Jayson Blair, *The New York Times*, 3 avril 2003.

[3] « *'She Was Fighting to the Death'* », par Susan Schmidt et Vernon Loeb, *Washington Post*, 2 avril 2003.

[4] « *The Real 'saving of private Lynch'* », Toronto Star, 4 mai 2003.

[5] Une recherche effectuée par *Nexis* le 7 avril 2003 dans l'ensemble des principales publications mondiales sur les deux semaines suivant la capture de Lynch obtient 652 références pour le nom « Jessica Lynch », quand le nom de l'assistant Secrétaire à la défense « Paul Wolfowitz » en obtient 331.

[6] « Jessica Lynch s'était défendue en tirant avant sa capture », AFP International, 3 avril 2003, et « Bush welcomes POW rescue, worries about others », AFP World News, 2 avril 2003.

[7] « Fiends raped Jessica », par Paul D. Colford et Corky Siemaszko, *New York Daily News*, 6 novembre 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Que sait-on d'Al Qaïda ?

Analyse

Victor Comras, ancien membre du Groupe d'experts de l'ONU sur le terrorisme, se plaint dans le *Washington Post* du manque de coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme. Ainsi, le groupe pour lequel il travaillait a compilé des informations sur les Talibans et sur les camps de Ben Laden en Afghanistan, mais il a échoué à rassembler des informations précises sur Al Qaïda en tant qu'organisation terroriste internationale. Il préconise donc la création d'une base de données internationale à son sujet. Cependant, on pourrait objecter à M. Comras que l'absence d'information sur Al Qaïda ne résulte pas nécessairement d'un refus des États membres de transmettre des informations, d'autant que les États-Unis qui avaient souhaité ce groupe de travail ne demandaient qu'à le renseigner. Il se peut que, tout simplement, personne n'ait d'information sur Al Qaïda. La seule preuve que nous ayons de l'existence d'Al Qaïda en tant qu'organisation terroriste internationale, ce sont les attentats du 11 septembre, mais, selon Downing Street, la seule preuve que nous ayons qu'Al Qaïda a commis ces attentats, c'est que c'est la seule organisation terroriste internationale qui ait eu la capacité de le faire. Le serpent se mord la queue. En d'autres termes, personne, et pas même les États-Unis, n'est actuellement en mesure de donner des informations prouvant qu'Al Qaïda existe en tant qu'organisation terroriste internationale et encore moins qu'elle soit responsable des attentats aux États-Unis.

George Galloway qui, après avoir été exclu du parti travailliste britannique à décider de présenter des candidats sous l'étiquette « Respect » aux élections européennes, dresse le bilan des mensonges politiques de la guerre d'Irak. Il observe dans le *Guardian* que si des patrons de presse ont démissionné et des journalistes ont présenté leurs excuses, aucun responsable politique n'a démissionné pour avoir, volontairement ou involontairement, embarqué le pays dans une guerre illégitime. Il faut donc utiliser le scrutin de la semaine prochaine pour chasser ceux qui n'ont pas eu la dignité de partir.

Le sénateur républicain John McCain, dont on ne sait toujours pas précisément s'il votera Bush ou Kerry, défend la Croix-Rouge et les Conventions de Genève dans le *Wall Street Journal*. Il rappelle aux lecteurs du *Wall Street Journal* que l'on ne peut lancer une guerre au nom de valeurs que l'on se refuse à respecter. Une mise au point qui en dit long sur la conscience que les élites anglo-saxonnes ont du décalage entre leur discours et leurs intérêts et de la difficulté de faire le grand écart.

L. Gordon Crovitz, vice-président du *Wall Street Journal*, dresse l'éloge de l'attaque israélienne contre le réacteur nucléaire irakien Osirak, en 1981. « L'opération Babylone » empêcha définitivement Saddam Hussein de se doter de l'arme atomique et rendit possible « Tempête du désert » (1991) et « Liberation de l'Irak » (2003). Ce rappel historique permet de glorifier les méthodes du général Ariel Sharon, alors ministre israélien de la Défense, et de justifier la doctrine Wolfowitz des frappes préventives. *A contrario*, elle montre l'importance des intérêts israéliens dans les deux guerres du Golfe.

Le Monde ouvre un débat sur le projet de Constitution européenne. Pour Jacques Myard, député UMP souverainiste, le moment est révolu où l'Europe était porteuse de valeurs non-partagées par ses voisins et l'on ne voit plus pourquoi les États européens devraient fusionner. Il faut donc abandonner le projet supranational qui est dépassé et en venir à un système de coopération institutionnalisé. Au contraire, pour Hubert Haenel, sénateur UMP fédéraliste, le projet de constitution est un moyen efficace de renforcer la démocratie et d'affirmer un projet politique commun. C'est un projet grandiose qui incarne le progrès.

L'emphase de M. Haenel est peut-être justifiée, mais ses arguments ne répondent en rien à ceux de M. Myard.

Alors que se tient à Genève une réunion des pays donateurs, Samantha Power et John Prendergast soulignent dans le *Los Angeles Times* que l'accord de paix au Soudan montre qu'il est possible de régler aussi le drame du Darfour. Tandis que, dans *Le Figaro*, huit personnalités françaises et italiennes invitent la communauté internationale à faire pression sur le gouvernement de Khartoum pour qu'il désarme les milices arabes. Ces prises de position interviennent après le succès de la diplomatie états-unienne qui a réussi à mettre fin à une guerre de vingt-et-un an, mais dans un contexte d'instrumentalisation internationale du conflit du Darfour visant à opposer arabes et noirs dans le continent africain.

Réseau Voltaire

Victor Comras



Ancien diplomate du département d'État spécialisé dans les questions de sanctions économiques, Victor Comras a été membre du groupe de travail sur le terrorisme international de l'ONU. Il est avocat et consultant sur le financement du terrorisme.

« Comblent les lacunes de l'information sur Al Qaïda »

Source : Washington Post

Référence : « Filling the Information Gaps on Al Qaeda », par Victor Comras, *Washington Post*, 2 juin 2004.

Les auditions de la **Commission d'enquête sur 11 septembre** ont concentré l'attention de la nation sur le besoin de renforcer nos défenses internes et externes contre Al Qaïda et le terrorisme. Elles ont aussi souligné que le partage des informations entre les agences gouvernementales aurait permis d'empêcher les attaques. Il faut étudier cette question au plan international.

Nous n'avons pas subi de nouvelles attaques depuis le 11 septembre 2001, mais, en tant qu'Américains, nous restons vulnérables ici et dans le monde. Nous ne serons jamais en sécurité tant qu'Al Qaïda pourra recruter et se déplacer librement. Lors de mes activités d'expert antiterroriste à l'ONU, j'ai été frappé par le manque de coopération entre les services de renseignement de pays menacés par Al Qaïda. La plupart des informations échangées sont tellement censurées au préalable qu'elles en deviennent inutilisables. Une meilleure coopération entre les États-Unis et l'Union européenne est pourtant nécessaire. Notre groupe d'étude fit souvent remarquer ce problème.

Deux résolutions de l'ONU demandent une coopération contre le terrorisme, mais il n'existe pas de plate-forme efficace de coopération. La résolution de l'ONU pointe seulement 166 personnes et 105 entités associés à Al Qaïda, mais ne permet pas de coopération relative à des personnes ou des groupes étrangers à la liste. L'ONU a passé sa **résolution 1526** pour renforcer ses capacités antiterroristes et a créé une nouvelle commission sur le terrorisme, mais cela est insuffisant. Il faut former, sous l'égide de l'ONU, un organisme international qui constituera une base de donnée internationale sur Al Qaïda et les groupes financiers qui la soutiennent.

George Galloway



George Galloway est député de Glasgow et commentateur pour le *Scottish Mail*. Il a été exclu du New Labour suite à son opposition à la politique étrangère de Tony Blair et à une campagne de diffamation organisée par le groupe de presse Hollinger.

« Un Mea Culpa, c'est ce que nous voulons »

Source : The Guardian

Référence : « Mea culpa, that's what we want », par George Galloway, *The Guardian*, 2 juin 2004.

Les seuls responsables à avoir perdu leur travail à cause de l'imbroglio irakien sont des dirigeants de médias. Ceux qui ont présenté leurs excuses sont les éditorialistes qui avaient relayés des intoxications. Mais qu'en est-il de ceux qui ont voté en faveur de cette guerre, qui ont envoyé les fils et filles d'autres personnes pour tuer ou être tués sur la foi de fausses informations ? Aucun ministre d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique n'a perdu son emploi à cause de la guerre ou de la conduite honteuse des forces d'occupation, aucun parlementaire ne s'est excusé.

C'est pour cela que les élections de la semaine prochain sont si importantes. Si les politiciens ne se repentent pas, nous devons les punir. Si nous ne le faisons pas, les futures générations de dirigeants pourront agir de la même façon.

Condamner **Tony Blair** s'est s'assurer qu'aucun futur dirigeant du **New Labour** ne puisse imiter son attitude. Je prédis que la semaine prochaine, nous verrons les pires résultats électoraux de l'histoire du New Labour. Le 10 septembre, les Britanniques seront le peuple le plus puissant du monde car une débâcle des travaillistes devra conduire Blair à la démission et **George W. Bush** ne pourra pas remporter l'élection de novembre après le désaveu de son allié.

L'abstention est la moins efficace des méthodes et le vote en faveur des Verts ou des Libéraux Démocrates aux positions ambiguës n'offre pas de garanties d'un message clair. Le vote en faveur de la liste *Respect* a par contre un sens clair : plus d'autres guerres, plus d'autres occupations.

John McCain



Ancien prisonnier de guerre au Vietnam et issu d'une famille de militaires états-uniens de haut rang,

« Une éloge des hommes de bonne volonté »

Source : Wall Street Journal

Référence : « In Praise of Do-Gooders », par John McCain, *Wall Street Journal*, 1er juin 2004.

Depuis la révélation des abus d'Abu Ghraib, les dirigeants américains ont exprimé leur dégoût et leurs excuses. Pourtant il existe toujours une tentation d'exonérer l'Amérique des lois humanitaires internationales et de blâmer les organisations qui surveillent leurs applications.

John McCain est sénateur républicain de l'Arizona. Il est président de la Commission du commerce, des sciences et des transports et membre de la Commission des forces armées du Sénat états-unien. Il était en 2000, le principal rival de George W. Bush à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle. Il préside l'International Republican Institute, un organisme satellite de la National Endowment for Democracy.

Ces derniers jours, certains ont condamné la présence du **CICR** dans les centres de détention de la Coalition alors que les troupes risquent leur vie dans le pays. D'autres ont présenté la Convention de Genève comme un obstacle à notre capacité à obtenir des informations des prisonniers. Il faut pourtant reconnaître que le CICR et la Convention de Genève ne mettent pas en danger nos soldats. Ils les protègent ! Grâce à eux, nos soldats vont au combat en sachant que s'ils sont faits prisonniers, des lois les protègent. Ce sont au contraire des événements comme ceux d'Abu Ghraib qui les mettent en danger dans les guerres futures.

Bien sûr, certains de nos ennemis ne respecteront jamais ces conventions, mais nous devons justement nous différencier de leurs pratiques pour le traitement des prisonniers. Certains affirment que les Conventions de Genève sont devenues inadéquates vues les circonstances car la victoire dans la guerre au terrorisme dépend des infos que nous obtenons des prisonniers. Mais la Convention de Genève n'interdit pas les interrogatoires, elle interdit les traitements humiliants et les tortures. Elle n'est pas obsolète, elle reflète les valeurs pour lesquelles nous avons libéré l'Irak et le CICR défend ces principes. Les attaques contre la Croix-rouge affaiblissent donc les idéaux qu'elle défend. Ce sont les responsables de tortures qu'il faut condamner, pas le CICR.

L. Gordon Crovitz



L. Gordon Crovitz est vice-président pour les publications électroniques de Dow Jones & Co., l'entreprise propriétaire du *Wall Street Journal*.

« Feu les ADM »

Source : Wall Street Journal

Référence : « WMD, R.I.P. », par L. Gordon Crovitz, *Wall Street Journal*, 1er juin 2004.

Un gouvernement aux positions dures a utilisé sa puissance militaire pour mener une frappe préventive unilatérale. L'ONU et l'Union européenne sont horrifiés, tout comme une part des médias américains. Était-ce une terrible erreur d'agir ainsi ? Pas du tout et l'Histoire vante aujourd'hui la frappe d'Israël contre l'Irak en 1981 pour l'empêcher de se doter de l'arme atomique.

L'attaque eut lieu après que les fournisseurs de l'Irak, les Belges, les Français et les Allemands aient refusé pendant des années de cesser leur programme pétrole contre armes nucléaires. Cette attaque était particulièrement difficile à réaliser et les pilotes savaient qu'ils avaient une chance sur quatre de ne pas revenir. Cela ferait un beau sujet de film si les studios sortaient du politiquement correct pour montrer l'héroïsme de ces hommes. Menahem Begin et ses alliés du **Likoud**, dont le ministre de la Défense **Ariel Sharon**, durent balayer les réticences des travaillistes israéliens. Sharon leur répondit qu'il préférerait être impopulaire et en vie que mort et populaire.

L'opinion mondiale à l'époque fut tout sauf unanime et la presse américaine fut particulièrement virulente contre Israël. L'administration Reagan, craignant les réactions du monde arabe, condamna cette attaque même si en privé, le président était admiratif. Le *Wall Street Journal* fut une exception dans le chœur des protestations et il félicita Israël pour avoir empêché Saddam Hussein de fabriquer la bombe atomique.

Israël cherchait la sécurité, pas la gratitude mondiale, mais celle-ci vint plus

tard. Le général Ivry qui dirigea cette opération reçu ainsi les félicitations et remerciement de **Dick Cheney** après Tempête du désert.

Jacques Myard



Ancien diplomate, Jacques Myard est député français UMP des Yvelines, maire de Maisons-Laffitte et président du Cercle Nation et République. Il est l'un des 47 députés cosignataires d'une proposition de loi visant à rétablir la peine capitale à l'encontre des terroristes.

« L'Europe de papa est morte »

Source : Le Monde

Référence : « L'Europe de papa est morte », par Jacques Myard, *Le Monde*, 2 juin 2004.

À toutes les époques, des hommes politiques ont rêvé d'une Europe puissance pesant d'un bloc sur la marche du monde. Surgit-il une difficulté sur la voie impériale de l'intégration européenne, la réponse consiste à invoquer plus d'Europe et à réfuter les contre-arguments en les présentant comme opposés au sens de l'Histoire. Toutefois, avec la réunification du continent, alors que prévaut un monde globalisé et multipolaire, il convient de réfléchir à la construction européenne.

L'Union européenne est fondée sur l'idée que des pays géographiquement proches doivent avoir de bonnes relations, mais même s'il faut se féliciter de la paix dans le continent et du développement des échanges, on ne peut en déduire que ces États doivent fusionner. En outre, la globalisation a relativisé la notion de proximité. Il faut admettre qu'en Europe, chaque État veut conserver des mains nationales sur des secteurs clés qu'il considère comme vitaux et défend son identité et ses objectifs propres en politique étrangère.

On nous dit que les pays européens partagent des valeurs communes, mais les Droits de l'homme sont désormais universels. L'Europe serait le seul moyen de peser sur le plan international, mais le conflit irakien a démontré que la politique extérieur et de défense commune était une gageure. Laisser la place du Royaume-Uni et de la France au Conseil de sécurité à l'Union européenne est une chimère et même le front commun dans les négociations de l'OMC se brise sur les intérêts des États. En réalité, l'Europe de papa est morte et elle doit se refonder sur les nations.

Il faut refonder une union qui sera une union d'États souverains qui contrôlera un marché unique simplifié et davantage déréglementé. La **Commission européenne** devra veiller au respect des règles de concurrence, à la sauvegarde des services publics et aux politiques communes dans le domaine de l'environnement, des normes sanitaires et de la coordination des transports. La Banque centrale devra passer sous contrôle du Conseil européen. La défense et les litiges entre États devront être assurés par la coopération entre État dans un Conseil européen de sécurité. L'instance suprême de la nouvelle Europe sera le Conseil européen des chefs d'États et de gouvernements. La présidence sera tournante, de deux ans, entre les 6 Grands : Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Pologne et France, les autres détenant les présidences de la Commission. Le Conseil des ministres assiste le Conseil européen et contrôle la Commission. Le Parlement européen devient une émanation des Parlements nationaux, le Congrès des nations.

Hubert Haenel



Hubert Haenel est sénateur français UMP du Haut-Rhin et président de la Délégation pour l'Union Européenne du Sénat. Il était membre de la Convention européenne.

« Surdité des souverainistes »

Source : Le Monde

Référence : « Surdité des souverainistes », par Hubert Haenel, *Le Monde*, 2 juin 2004.

Sur les rives paisibles de la caricature et de la démagogie, les détracteurs de la future Constitution européenne attendent impatiemment l'heure de retrouver la souveraineté illusoire de leurs chères nations du passé. Messieurs les souverainistes, l'avenir n'est pas à vous, à la nostalgie et aux fantôme. L'avenir est à l'Europe, à l'espérance et au courage.

Pourquoi ne pas reconnaître que le projet de traité constitutionnel européen est une avancée démocratique incontestable dans la manière de construire la gouvernance de l'Europe ? Après 17 mois de travaux, la **Convention européenne**, composée de 105 membres venant de 28 pays est parvenu à un consensus sur un projet unique de traité. Pourquoi ne pas accepter que c'était la première fois depuis la conférence de Messine, en 1955, qu'une réflexion de cette nature, de cette qualité et de cette ambition était engagée sur l'avenir de 450 millions d'Européens ? Pourquoi ne pas avouer que ce fut la première grande aventure du XXIe siècle, et qu'à ce titre, elle prend place parmi les étapes fondatrices de l'Europe ? Pourquoi ne pas affirmer que ce texte fondamental n'est une menace ni pour la démocratie ni pour la France ?

Ce texte proclame nos valeurs communes, les droits politiques, économiques et sociaux, l'État de droit, la démocratie, bref, l'héritage de l'humanisme fondateur de l'Europe. Il renforce la gouvernance économique de la zone euro et inclut la diversité culturelle parmi les objectifs de l'Union. Il clarifie les textes et institutions européens et affirme notre projet politique : une Europe européenne capable de s'exprimer de sa propre voix sur la scène internationale en tant que puissance. Il fait progresser la démocratie. Il protège, enfin, l'identité des États contre les empiétements de l'Union, en instituant un contrôle effectif, par les Parlements nationaux, du principe de subsidiarité. Il ne s'agit donc pas d'ultra fédéralisme ou du déclin de notre pays. En réalité, Messieurs les caricaturistes, vous vous opposez aux fondements de l'Union européenne plus qu'au traité constitutionnel.

Samantha Power, John Prendergast



Samantha Power est professeur de politique publique à la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Elle est l'auteur de *A Problem From Hell : America and the Age of Genocide*, pour lequel elle a reçu le Prix Pulitzer.



John Prendergast est conseiller spécial de l'International Crisis Group. Il est ancien membre du National Security Council sur les affaires africaines et de l'US Institute of Peace

« Une percée au Darfour »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Break Through to Darfur », par Samantha Power et John Prendergast, *Los Angeles Times*, 2 juin 2004.

Après deux ans de négociations, le gouvernement soudanais et les rebelles du Sud ont signé un accord préliminaire sur les principes permettant d'en finir avec une guerre civile de 21 ans qui a tué deux millions de personnes. Cet accord n'aurait pas existé sans les pressions des États-Unis. Bien que l'administration Bush mérite des félicitations pour cette réalisation, elle doit vite appliquer les leçons de cette expérience à une autre crise soudanaise : le Darfour. Si on ne fait rien dans cette région, on pourrait avoir 350 000 morts d'ici décembre.

Pour éviter cela, ce sont les pressions sur le haut niveau de l'État qui peuvent s'avérer payantes. On ne peut pas repousser l'action car 30 000 habitants du Darfour ont déjà été assassinés et 1,5 million chassés de chez eux. Des centaines de milliers de personnes sont dans des camps de concentration tenus par des milices qui violent les femmes et tuent les hommes qui cherchent à trouver de la nourriture pour leur famille. En outre, la famine s'y fait sentir car Khartoum détourne l'aide alimentaire.

Les États-Unis et leurs alliés fournissent une aide humanitaire à la région, mais cela n'a d'impact que sur les symptômes, pas les causes. Les États-Unis doivent travailler avec l'ONU pour mettre un terme à cette crise. Il faut avant tout éviter une famine en faisant pression sur Khartoum pour que le Soudan laisse un accès total aux travailleurs humanitaires au Darfour et il faut multiplier les observateurs des Droits de l'homme dans la région. Il faut également internationaliser les pressions sur le Soudan car cela a été payant par le passé. Il faut donc une implication plus forte de l'Union européenne et de l'ONU. Les États-Unis doivent utiliser tous les moyens dont ils disposent pour faire plier Khartoum. Si nous n'avons plus les moyens de faire des menaces militaires, nous pouvons menacer de sanctions économiques.

Bernard Kouchner, Alain Madelin, Michel Rocard, Jack Lang, François Bayrou, Emma Bonino, Jacky Mamou, Philippe Morillon



Médecin gastro-entérologue, Bernard Kouchner est ancien administrateur de l'ONU au Kosovo (1999-2001) et ancien secrétaire d'État, puis ministre de la Santé dans les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy (1988-1993), puis dans celui de Lionel Jospin (1997-1999). Fondateur de Médecin du Monde, Il a mené campagne dans les institutions internationales pour la reconnaissance du droit d'ingérence, notion au nom de laquelle il a préconisé l'attaque de l'Irak par les États-Unis.



Député UMP d'Ille-et-Vilaine, Alain Madelin est ancien ministre français de l'Économie et des finances (1995). Il a participé à la création de la Nouvelle Initiative Atlantique de l'American Enterprise Institute.

« Soudan : une insupportable indifférence »

Source : Le Figaro

Référence : « Soudan : une insupportable indifférence », par François Bayrou, Emma Bonino, Bernard Kouchner, Jack Lang, Alain Madelin, Jacky Mamou, Général Philippe Morillon et Michel Rocard, *Le Figaro*, 3 juin 2004.

Des informations de plus en plus inquiétantes nous parviennent du Darfour où les populations civiles subissent massacres, viols, pillages et déplacements forcés depuis le début de l'insurrection de la Sudan Liberation Army et du Justice and Equality Movement contre le gouvernement de Khartoum. Ces exactions sont le fait des milices arabes Janjaweed, soutenues par l'armée soudanaise, qui pratiquent une véritable politique de purification ethnique. Bien que le Soudan vienne d'être élu à la Commission des Droits de l'homme de l'ONU, on a vu en quelques mois 10 000 à 30 000 personnes assassinées, un million de déplacés et 120 000 réfugiés au Tchad. Les plantations agricoles sont détruites et l'aide humanitaire est bloquée, on peut donc craindre le pire prochainement. Un accord de cessez-le-feu a été signé entre Khartoum et les rebelles le 8 avril, mais les milices arabes n'ont pas été désarmées. L'aide humanitaire ne peut se déployer et les massacres continuent. Le Conseil de sécurité dit suivre la question, mais semble surtout dans l'expectative des négociations en cours dans le Sud.

Le spectre du Rwanda devrait pourtant nous faire réagir. La France s'honorerait en inscrivant cette question au Conseil de sécurité et en contraignant le gouvernement soudanais à :

- ▶ Laisser libre accès à l'aide et aux travailleurs humanitaires, ainsi qu'aux observateurs des Droits de l'homme.
- ▶ Garantir leur sécurité en désarmant les milices Janjaweed.
- ▶ Permettre le libre retour des déplacés dans leurs villages.
- ▶ Faire reconnaître qu'il y a eu au Darfour des violations massives des droits de l'homme, et que les coupables doivent être jugés.
- ▶ Entrer dans un processus politique pour trouver une solution durable au conflit du Darfour.

Une telle initiative serait sans doute soutenue par l'ensemble des États démocratiques.